

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 14/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats



Publié sur

ENTREMONT ALLIANCE
25, faubourg des Balmettes
74000 Annecy

Références : UDRD.2023.02.89 ET AZ/BV
Code AIOT : 0005805429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement ENTREMONT ALLIANCE implanté 1 rue Denis Papin ZI de la Maine 76153 MAROMME. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site ENTREMONT de Maromme dans le cadre des suites du contrôle inopiné du 2 avril 2021 portant sur certains points de la réglementation liés à la prévention de la pollution accidentelle dans l'eau. A cette occasion, l'inspection a procédé au récolement de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2021 mettant en demeure l'exploitant de mettre en conformité son local de "nettoyage en place" dit NEP. Enfin, la visite d'inspection a été l'occasion d'aborder certains points de l'instruction du réexamen IED du site. Ce réexamen fera l'objet d'un rapport ultérieur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREMONT ALLIANCE
- 1 rue Denis Papin ZI de la Maine 76153 MAROMME
- Code AIOT : 0005805429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise ENTREMONT reçoit environ 100 000 m³ de lait par an et le transforme en matières laitières destinées aux entreprises agroalimentaires : crème, rétentat de microfiltration dont la caséine destinée à l'industrie fromagère, perméat concentré de protéines solubles destiné à la filière poudre. Les procédés de transformation sont l'écémage, la pasteurisation, la bactofugation, la microfiltration et l'osmose inverse. Aucun produit fini destiné au consommateur final ne sort du site.

Sur l'emprise du site se trouve un atelier de réparations de véhicules poids-lourds exploité par une autre entreprise.

Les installations d'ENTREMONT sont composées de :

- deux zones de stockage extérieur en tanks (une zone pour les matières premières et les produits intermédiaires et une zone pour les matières laitières destinées à l'industrie agroalimentaire) ;
- des quais de chargements et déchargement ;
- un local de stockage des réserves de produits dangereux dans le bâtiment abritant aussi le garage ;
- un local de stockage des produits en cours d'utilisation pour les nettoyages en place ;
- un bâtiment de transformation ;
- un local pour la chaufferie ;
- une aire de lavage des camions ;
- un pont à bascule ;
- une aire de distribution de carburants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de la mise en demeure du 10 mai 2021 concernant le stockage de produits chimiques liquides incompatibles
- Rejets dans l'eau
- Réexamen IED – BREF FDM

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Prélèvement d'eau maximal annuel	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.1.1.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°1</u>	6 mois
4	VLE rejets des eaux industrielles vers une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.9.1.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°2</u>	3 mois
5	VLE Rejets internes - eaux issues du lait	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.9.2.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°3</u>	2 mois
6	Plan des réseaux - collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°4</u>	1 mois
7	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.2.4.2.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°5</u>	1 mois
10	Propreté - aire de distribution de carburants	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 2.3.1.	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°6</u>	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage de produits chimiques liquides incompatibles	AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1	/	<u>Levée de mise en demeure</u>
2	Réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-71	/	rapport d'instruction ultérieur
8	Limitation des volumes de matières laitières entreposées	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.2.5	/	Sans objet
9	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 7.1.2.	/	<u>Observation n°1</u>

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ENTREMONT ALLIANCE de Maromme doit poursuivre ses investigations et ses actions pour atteindre la conformité réglementaire de ses volumes d'eau prélevés et de ses rejets d'eaux industrielles vers la station d'épuration EMERAUDE.

A ce stade, les dépassements mesurés dans les eaux issues du lait (rejet interne) rejetées avec les eaux pluviales au milieu naturel (Le Cailly) ne permettent pas de conclure quant au respect des MTD 4 ("surveillance des émissions dans l'eau") et MTD 12 ("réduire les émissions dans l'eau"). L'exploitant doit mener des investigations complémentaires début 2023 en vue d'évaluer la possibilité technique et réglementaire de les rejeter avec les eaux industrielles pour être traitées dans la station d'épuration collective de la métropole. L'exploitant doit présenter la solution retenue avant le 30 avril 2023. Ces investigations alimenteront en parallèle l'instruction du dossier de réexamen IED en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de produits chimiques liquides incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2021, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Règles de stockage en rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ENTREMONT ALLIANCE, dont le siège social est situé 25, Faubourg des Balmettes à ANNECY (74 000) est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Rue Denis Papin, Zone Industrielle de la Maine à MAROMME (76 150) de respecter avant le 30 novembre 2021 les dispositions de l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 pour l'exploitation de son local NEP.</p> <p>En particulier, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes dans les délais indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) mettre en œuvre tous les dispositifs matériels et/ou organisationnels pour prévenir la survenue de tout accident dans le local NEP (épandage, fuite, mélange incompatible, etc.) pendant la phase transitoire. Les mesures organisationnelles mises en place sont formalisées dans une consigne, les opérations de contrôle, de surveillance et d'exploitation du local NEP sont consignées dans un registre tenu à la disposition des installations classées ; b) transmettre à l'inspection des installations classées sous 1 mois le choix de la solution technique retenue pour la conformité du local NEP ; c) transmettre à l'inspection des installations classées sous 2 mois la preuve d'une commande ; d) mettre en œuvre les actions de mise en conformité définitive du local NEP devant permettre d'améliorer son exploitation et la sécurité avant le 30 novembre 2021. <p>Les délais précités s'appliquent à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des visites d'inspection des 23 février 2016, 22 août 2019 et 2 avril 2021, l'inspection avait constaté que l'entreposage des IBC ne permettait pas de prévenir les mélanges incompatibles de produits liquides en cas d'accident. Le soutirage manuel au pied des IBC n'était pas effectué sur rétention. L'alimentation des systèmes de nettoyage vers l'atelier présentait un risque d'arrachement : les pompes étaient situées en hauteur et les produits étaient acheminés par des flexibles en plastique souple qui s'enchevêtraient les uns avec les autres. L'exploitant avait été mis en demeure de remédier à ces anomalies avant le 30 novembre 2021.</p> <p>Lors de la visite du 15 décembre 2022, l'inspection a constaté que l'exploitant a transformé l'ancien local NEP (nettoyage en place) en local technique pour les pompes de distribution. Les pompes doseuses d'acides sont désormais placées sur une rétention spécifique et les pompes doseuses de produits basiques sont placées sur une autre rétention. Les pompes sont placées à hauteur d'homme. Leur tuyauterie est bien organisée et majoritairement rigide (inox ou PEHD). Les risques d'arrachement et de déversement accidentel semblent enfin maîtrisés.</p> <p>L'exploitant a installé à proximité du local technique deux armoires de stockage en matériaux incombustibles équipées de ventilation et d'un dispositif hors gel : la température constatée lors de la visite était de 14°C alors que la température extérieure était proche de 0°C.</p> <p>Une armoire est destinée au stockage des « acides ». Elle est conçue pour recevoir 2 IBC d'1m³ placés chacun sur rétention. L'exploitant indique que le plastique choisi pour l'ensemble des éléments dont les rétentions est adapté au contact avec les acides.</p> <p>L'autre armoire est destinée au stockage des « bases ». Il est dimensionné pour le stockage de 4 IBC d'1m³ disposant chacun de sa rétention. Les pompes doseuses sont conçues pour avoir en réserve la quantité de produit pour un cycle de nettoyage de façon à pouvoir changer l'IBC sans avoir à arrêter la production.</p> <p>Le nouveau système d'entreposage répond à la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 10 mai 2021. Il semble être de nature à prévenir les risques de mélange incompatible. Il n'y a plus de soutirage manuel. La seule manipulation manuelle restante est le branchement/débranchement de l'IBC sur le système de pompe pneumatique lors du changement d'IBC. Le raccord concerné est placé sur rétention.</p> <p>L'inspection propose donc à M. le Préfet la levée de l'arrêté de mise en demeure du 10 mai 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : <u>Levée de la mise en demeure du 10/05/2021</u>

N° 2 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-71
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. [...]
Constats : Le site ENTREMONT ALLIANCE de Maromme relève de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite « IED » (Industrial Emissions Directive). Sa rubrique principale est la rubrique 3643 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), « <i>Traitement et transformation de lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour</i> ». Dans ce cadre, les conditions d'autorisation de l'installation IED doivent être revues périodiquement lors de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) de l'activité principale. Pour cette installation, c'est la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du document européen de référence (BREF) « FDM » (Foods, Drinks and Milk) qui déclenche le réexamen. Ces dernières ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 et reprises dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710. L'exploitant devait donc remettre à l'inspection son rapport de réexamen avant le 4 décembre 2020. Ce dossier de réexamen permet à l'exploitant de décrire les mesures prises et/ou prévues pour l'application des MTD sur son site et le respect des performances associées (niveaux d'émission associés – NEA-MTD). A cette occasion, l'exploitant donne son avis sur la nécessité de réviser les conditions d'autorisation du site au regard de l'environnement du site et des enjeux locaux et se positionne sur la nécessité de demander une dérogation à certaines NEA-MTD. ENTREMONT a adressé son dossier de réexamen à l'inspection en mars 2021. Le dossier transmis comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article R515-72 du code de l'environnement. Le rapport conclut que le site met bien en œuvre les MTD qui lui sont applicables à l'exception des MTD 4 ("surveillance des émissions dans l'eau") et MTD 12 ("réduire les émissions dans l'eau") pour le rejet des eaux issues du lait. Il s'engage à mettre en œuvre la MTD 4 dans le délai réglementaire du 4/12/2023, mais indique que la MTD 12 pourra faire l'objet d'une demande de dérogation dans le cas où les solutions étudiées pour le respect des NEA-MTD ne pourraient pas être mises en œuvre sur le site. La visite d'inspection a été l'occasion de discuter de façon plus approfondie des moyens à mettre en œuvre pour garantir le respect des niveaux d'émission dans l'eau associés aux MTD 12 ("réduire les émissions dans l'eau") au 4 décembre 2023. En effet, une partie des eaux issues du lait est réutilisée pour le nettoyage des installations membranaires de microfiltration et d'osmose inverse et pour le lavage extérieur des citernes de collecte. L'exploitant ne peut pas réutiliser l'intégralité de ces eaux car elles ne sont pas adaptées au contact alimentaire. Conformément à l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 (article 4.3.5), l'excédent est rejeté dans le réseau public des eaux pluviales de la zone avec comme exutoire final la rivière Le Cailly. Cependant, ces eaux présentent des dépassements des valeurs limites d'émission fixées dans cet arrêté en concentration d'azote total. Dans le cadre du réexamen IED, une réflexion est donc en cours sur la possibilité de rejeter ces eaux issues du lait vers la station d'épuration EMERAUDE (Petit-Quevilly) avec les eaux résiduaires (voir point de contrôle spécifique dans la suite du rapport). En conclusion, l'inspection rappelle à l'exploitant que le respect de l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 27 février 2020 précité lui est réglementairement applicable de droit à compter du 3 décembre 2023. Si plusieurs prescriptions coexistent entre l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 et cet arrêté ministériel, ce sont les prescriptions les plus contraignantes qui s'appliquent.
Type de suites proposées : cf. Points de contrôle n°3 et n°5
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement d'eau maximal annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.1.1.
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : Réseau public d'adduction d'eau potable - Réseau Métropole Rouen Normandie Prélèvement maximal annuel (m ³) : 90 000 m ³ [...]
Constats : En lien avec la MTD 2 portant sur l'inventaire des flux et la MTD 7 portant sur les techniques à mettre en place pour réduire la consommation en eau, l'inspection a étudié les prélèvements en eau déclarés par le site depuis 2018 dans son rapport d'activité annuel. 2018 : 76 347 m ³ 2019 : 79 917 m ³ 2020 : 88 001 m ³ 2021 : 103 739 m ³ L'exploitant explique l'augmentation de sa consommation en eau par l'arrêt de la réutilisation des eaux issues du lait pour certains usages (notamment le rinçage final lors du nettoyage des installations) pour se mettre en conformité avec la réglementation sanitaire. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une qualification des lavages réalisée au premier semestre 2022 a permis d'améliorer la qualité sanitaire du nettoyage et d'optimiser la consommation d'eau potable. La consommation d'eau aurait donc baissé au deuxième semestre 2022. La consommation prévisionnelle pour l'année 2022 serait de 97 000 m ³ , ce qui reste supérieur au volume annuel autorisé. L'exploitant pense pouvoir atteindre la conformité réglementaire en 2023. L'exploitant ayant pris de sa propre initiative des actions correctives en 2022 suite au constat de la situation de non-conformité fin 2021 et les résultats de ces actions étant plutôt encourageants, l'inspection n'envisage pas de sanction à ce stade et encourage l'exploitant à poursuivre ses efforts pour atteindre la conformité en 2023. <u>Demande n°1</u> : l'inspection demande à l'exploitant de fournir un point de situation de la consommation réelle mesurée sur un an à partir de l'achèvement de la qualification des lavages (fin du premier semestre 2023) et de continuer à mettre en oeuvre toutes les actions nécessaires au respect du volume de prélèvement annuel maximal de 90 000 m ³ dès 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n°1</u>
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : VLE rejets des eaux industrielles vers une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.9.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Point de rejet n°1 : Eaux industrielles (cf. <u>Annexe I</u>)</p> <p>Constats :</p> <p>L'examen des données déclarées par l'exploitant lors des contrôles hebdomadaires sur la plateforme GIDAF met en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) définies pour les rejets d'eaux résiduaires vers la STEP Émeraude par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019. Il est à noter que ces VLE pour la DCO et les MES, en tenant compte des taux d'abattement de la STEP Émeraude et conformément à l'article R. 515-65 du Code de l'environnement, permettent de garantir un niveau équivalent (ou supérieur pour les MES) de protection de l'environnement à celui qui est prévu par les niveaux d'émission associés aux MTD du BREF FMD.</p> <p>Concernant la DCO, l'inspection a observé 3 dépassements modérés sur les 43 prélèvements réalisés de janvier à octobre 2022 : 2100, 2151 et 2720 mg/L pour une VLE à 2000mg/L. Concernant les MES, l'inspection a observé 2 dépassements sur la même période. Cependant, la VLE de l'arrêté préfectoral étant plus contraignante que le BREF concernant les émissions de MES, ces dépassements n'impliquent pas de dépassement de la NEA-MTD fixée par le BREF.</p> <p>Concernant la DBO5, les dépassements des VLE fixées par l'arrêté préfectoral sont plus réguliers (12 dépassements en concentration sur 43 et 7 dépassements en flux) mais sont majoritairement de faible ampleur. Par exemple, en concentration la VLE est fixée à 800 mg/L et pour 9 des 12 dépassements, la valeur mesurée est inférieure ou égale à 1000 mg/L. Les 3 autres dépassements sont inférieurs à 2 fois la VLE. Le BREF ne fixe pas de NEA-MTD pour ce paramètre. Cette situation de dépassements réguliers n'était pas observée les années précédentes. En 2020 et 2021, l'inspection n'a pas recensé plus de 3 dépassements par an.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il a entrepris des investigations pour déterminer l'origine de ces dépassements. Une panne sur une pompe d'envoi a pu être à l'origine des dérives du mois d'août 2022 mais les dépassements ont perduré après la réparation de cette panne. L'examen du bilan matière par l'exploitant ne permet pas de mettre en évidence l'existence d'une fuite. D'autre part, l'exploitant indique qu'il fait contrôler régulièrement son débitmètre et le dispositif de prélèvement des eaux industrielles pour éviter tout dysfonctionnement. Il indique aussi avoir vérifié que le type de produits utilisés et leur concentration n'ont pas été modifiés.</p> <p>Actuellement, l'exploitant reçoit les résultats des analyses de ses rejets dans l'eau 2 à 3 semaines après le prélèvement ce qui ne lui permet pas de réagir rapidement en cas de dérive et rend plus difficile la corrélation des dépassements avec des incidents de production. L'exploitant va demander au laboratoire d'analyses la réception des résultats en 3 jours pour lui permettre d'être plus réactif.</p> <p>Selon l'exploitant, une des pistes possibles de l'augmentation de la fréquence des dépassements des VLE en concentration est la diminution des volumes d'eau rejetés au 2nd semestre 2022 à la suite de la qualification du nettoyage des installations. Le volume d'eau rejeté aurait en moyenne baissé de 19,8 %.</p> <p>L'exploitant s'est engagé par courriel daté du 23 décembre 2022 à mener une campagne de prélèvements quotidiens avec un laboratoire de proximité au mois de février, période de forte production, afin de comparer les résultats avec son laboratoire habituel et d'être en capacité de mener plus finement la recherche de la cause des dépassements.</p>

<u>Demande n°2 :</u> Au vu des actions déjà réalisées par l'exploitant et de la campagne de prélèvements organisée, l'inspection propose de laisser un délai supplémentaire à l'exploitant pour mener à bien ses investigations. Il transmettra à l'inspection avant le 30 avril 2023 les conclusions de sa campagne de mesure et une proposition de plan d'actions à mettre en œuvre pour atteindre la conformité réglementaire sur les paramètres précités (DCO, MES et DBO5).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n°2</u>
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : VLE Rejets internes - eaux issues du lait

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.9.2.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point de rejet n°2-1 : Eaux issues du lait (cf. <u>Annexe II</u>)
<p>Constats :</p> <p>La valeur limite d'émission en azote total pour les eaux issues du lait est fixée à 15 mg/L (en concentration) et 0,6 kg/j (en flux massique) par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019. L'exploitant n'a fait aucune déclaration sur la plateforme GIDAF depuis qu'il rejette ces eaux du lait au milieu naturel (via le réseau public des eaux pluviales de la zone industrielle). Les documents fournis par l'exploitant par mail le 28 novembre 2022 dans le cadre de son réexamen IED montrent des dépassements pratiquement systématiques de la teneur en azote depuis 2020. La concentration moyenne d'azote total est de 55 mg/L et le flux moyen de 2 kg/j , impliquant une situation de non-conformité. Ces rejets sont réalisés par bâchées. Les rejets sont en moyenne de 22 m³/j lors des périodes de forte production (janvier à mi-juin) et 5 m³ par jour lors des périodes de faible production (mi-juin à décembre). Le rejet maximum est de 55 m³ par jour. Le point de rejet n'est pas équipé d'un dispositif de prélèvement conforme. Le prélèvement est réalisé manuellement directement en sortie de tank.</p> <p>Les volumes d'eaux issues du lait ne peuvent pas être complètement réutilisés dans le process et le site ne dispose pas sur place d'un moyen d'abattre cette teneur en azote. Pour remédier à cette situation de non-conformité, une réflexion est en cours en lien avec le réexamen IED, sur la possibilité de rejeter ces eaux issues du lait vers la station d'épuration EMERAUDE avec les eaux industrielles. A ce propos, l'exploitant a déjà pris contact avec le service assainissement de la Métropole.</p> <p>Par courrier du 23 décembre 2022 , l'exploitant s'engage à vérifier la faisabilité technique et réglementaire de cette option à partir de février 2023, période de forte production en prenant notamment en compte les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect du volume journalier des rejets fixé par arrêté préfectoral (460 m³/j) ; - respect de la VLE d'azote total en concentration (150 mg/L) et en flux (69kg/j) dans les eaux industrielles (VLE plus permissives en cas de rejet vers une STEP collective que vers le milieu naturel Cailly); - faisabilité technique d'un rejet, sans entraîner un risque de débordement, dans le bac tampon de 120 m³ destiné au recueil des eaux industrielles avant le rejet à la STEP. En effet, le débit horaire maximal de rejet après le bassin tampon est fixé à 20 m³/h et les eaux issues du lait sont actuellement rejetées par bâchées (jusqu'à 55 m³/j). Le site doit tester la possibilité de rejeter les eaux issues du lait de façon progressive pour éviter une montée en charge brutale du bassin tampon. En cas de débordement, ces eaux risqueraient de polluer le réseau des eaux pluviales. <p><u>Demande n° 3 :</u></p> <p>Les volumes considérés étant relativement faibles et un plan d'action ayant déjà été initié par l'exploitant, l'inspection n'envisage pas de sanction à ce stade. Elle demande à l'exploitant de présenter avant le 31 mars 2023 la solution technique retenue pour l'atteinte de la conformité réglementaire relative aux rejets des eaux issues du lait.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si le rejet dans les eaux industrielles est techniquement réalisable, il remettra à l'inspection un dossier de porter à connaissance contenant notamment une copie des échanges avec le service assainissement de la Métropole validant le principe de rejet des eaux issues du lait à la STEP Emeraude préalablement à sa mise œuvre ; • Si le rejet des eaux du lait au milieu naturel doit être maintenu, l'exploitant justifiera de la façon dont il assurera la conformité réglementaire de ses rejets et mettra en place une surveillance quotidienne pour répondre aux exigences de la MTD 4 du BREF. <p>D'autre part, l'inspection demande à l'exploitant de déclarer dans GIDAF l'autosurveillance réalisée sur les rejets des eaux issues du lait sur l'ensemble de l'année 2022 et pour les mesures ultérieures.</p>

Concernant le réexamen IED, l'inspection ne peut pas conclure en l'état sur le respect des NEA-MTD définies dans le BREF. Les compléments demandés alimenteront le dossier de réexamen relativement au respect des MTD4 et MTD12.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n° 3</u>
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan des réseaux - collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats : L'exploitant a présenté pendant la visite un plan du réseau d'eau qu'il a complété ensuite à la main pour mettre en évidence les organes de sectionnement et les compteurs.</p> <p><u>Demande n°4 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseau en faisant apparaître les organes de sectionnement et les compteurs de façon lisible et en prenant en compte les modifications récentes au niveau des quais de chargement/déchargement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n°4</u>
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.2.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats : le bassin d'eaux pluviales réceptionne les eaux du garage et du parking pour poids-lourds situés sur le même site que l'entreprise ENTREMONT. En cas d'incident sur l'emprise du site, il est nécessaire de prévoir l'arrêt de la pompe de relevage d'eaux pluviales pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués (y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie), dans le bassin d'orage. Le sectionneur permettant l'arrêt est accessible au personnel du garage.</p> <p><u>Demande n°5 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une consigne coordonnée pour que le sectionneur puisse être actionné, soit par son personnel, soit par celui du garage voisin, en cas d'incident sur l'emprise du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n°5</u>
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Limitation des volumes de matières laitières entreposées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des volumes de matières laitières entreposées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les volumes de matières laitières ou issues du lait sont suivis en temps réel, et le volume total stocké ne dépasse pas 750 m³.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté l'inventaire des matières laitières du 12 décembre 2022 réalisé entre 5 et 6h du matin. Le volume de matières stockées était de 440 m³</p> <p>Il est précisé que l'exploitant est tenu de respecter ce volume maximal en vue de prévenir les émissions non maîtrisées de matières potentiellement polluantes dans l'eau, en raison de sa capacité de stockage des effluents aqueux évaluée à environ 375 m³.</p> <p>Le respect de cette prescription participe d'autre part à la mise en œuvre de la MDT 11 qui consiste à prévoir une capacité de stockage tampon des effluents aqueux dans ce même but.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 71.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son tableau de suivi des commandes de produits dangereux et son état des stocks mensuel. Ces documents permettent d'avoir une estimation de la quantité de produits chimiques présents au maximum sur le site mais ne permettent pas d'avoir un état des stocks à un instant donné. Ils sont consultables à distance par le personnel d'astreinte ayant accès à un serveur externe.</p> <p>Observation n°1 : L'état des stocks mériterait d'être consolidé sous la forme d'un document unique rassemblant l'ensemble des informations (plan du stockage et état des stocks en temps réel avec mention de danger et classement en rubrique 4XXX des ICPE) permettant de le présenter aux secours en cas de sinistre et de vérifier que les quantités stockées sur le site ne dépassent pas le seuil de certaines rubriques ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Propreté - aire de distribution de carburants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'aire de distribution de carburant présentait des traces de déversement de carburant sur le sol. Le flexible de distribution traînait au sol sur la voie de passage et présentait un risque d'arrachement. Enfin, la rétention associée à cette aire de distribution nécessitait un curage. Cette installation ne fait pas l'objet d'un classement ICPE, le volume annuel autorisé de carburant liquide distribué étant de 100 m³.</p> <p>Demande n°6 : L'inspection demande à l'exploitant de : - nettoyer l'aire de distribution ; - purger la rétention, - prévoir un dispositif pour que le flexible soit correctement stocké entre deux utilisations et ne traîne plus sur la voie d'accès à la station.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale + <u>Demande n°6</u>
Proposition de délais : 1 mois

Annexe I : Valeurs limites d'émission (VLE) dans les eaux résiduaires (rejets vers STEP mixte collective)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	1305	600	276
DCO	1314	2000	920
DBO5	1313	800	368
Azote total (NGL)	1551	150	69
Phosphore total (Pt)	1350	50	23
Matières extractibles à l'hexane (MEH)	1781	150	69
Hydrocarbures totaux (HCT)	7007	5	2,3

Annexe II : Valeurs limites d'émission (VLE) des eaux issues du lait (rejets vers le milieu naturel Le Cailly)

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	1314	125	5
DBO5	1313	30	1,2
MES	1305	35	1,4
Azote total (NGL)	1551	15	0,6
Phosphore total (Pt)	1350	2	0,08